

Recherches Sociographiques, V, no 3, 1964 — Les Presses de l'Université Laval.

FAUCHER, Albert, « L'émigration des Canadiens français au XIXe siècle : position du problème et perspectives » ;
PAQUET, Gilles, « L'émigration des Canadiens français vers la Nouvelle-Angleterre, 1870-1910 : prises de vue quantitatives » ;
BOUVIER, Léon-F., « La stratification sociale du groupe ethnique canadien-français aux Etats-Unis ».

Jean-Pierre Wallot

Volume 20, Number 2, septembre 1966

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/302572ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/302572ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Wallot, J.-P. (1966). Review of [*Recherches Sociographiques*, V, no 3, 1964 — Les Presses de l'Université Laval. / FAUCHER, Albert, « L'émigration des Canadiens français au XIXe siècle : position du problème et perspectives » ; / PAQUET, Gilles, « L'émigration des Canadiens français vers la Nouvelle-Angleterre, 1870-1910 : prises de vue quantitatives » ; / BOUVIER, Léon-F., « La stratification sociale du groupe ethnique canadien-français aux Etats-Unis ».] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 20(2), 293–303.
<https://doi.org/10.7202/302572ar>

LIVRES ET REVUES

Recherches Sociographiques, V, no 3, 1964 — Les Presses de l'Université Laval.

FAUCHER, Albert, "L'émigration des Canadiens français au XIXe siècle: position du problème et perspectives".

PAQUET, Gilles, "L'émigration des Canadiens français vers la Nouvelle-Angleterre, 1870-1910: prises de vue quantitatives".

BOUVIER, Léon-F., "La stratification sociale du groupe ethnique canadien-français aux Etats-Unis".

Notes de lecture :

Mieux vaut tard que jamais. Excuse classique qui nous permet de souligner l'excellent numéro (V, 3, septembre-décembre 1964) que la revue *Recherches sociographiques* a consacré, il y a quelque temps déjà, à l'émigration canadienne-française aux Etats-Unis. Trois articles bien charpentés y cernent d'un peu plus près un phénomène observé jusqu'ici sans trop de rigueur et à travers le prisme déformant d'un nationalisme tronqué. Ils débroussaillent de nouvelles avenues de recherches. Enfin, leurs auteurs ont évité en général de s'enliser dans un jargon trop technique.

Un premier article, d'Albert Faucher,¹ encadre cette migration dans un "modèle" de pression, soit l'interaction de quatre régions de croissance différenciée: le Québec et les Maritimes; la Nouvelle-Angleterre et les états de l'Atlantique moyen; l'Ontario et le Centre-Ouest (la région des Grands Lacs); le Nord-Ouest américain et l'Ouest canadien. L'hypothèse la plus articulée de l'auteur et sa conclusion, c'est le caractère "permanent et séculaire" de l'attraction des Etats-Unis sur les provinces britanniques: attirance qui sourd de facteurs "structurels" (géographie surtout — et technologie: communications naturelles du Nord au Sud; morcellement du Canada; richesses naturelles et

¹"L'Emigration des Canadiens français au XIXième siècle: position du problème et perspectives", pp. 277-317.

réseau complexe de communication qui privilégient le Centre-Ouest américain, d'où une croissance économique qui éclipse celle du Canada, etc.) plutôt que de facteurs "conjuncturels", i.e. dus à telle ou telle conjoncture passagère (épuisement des terres dans la zone marginale qu'est le Québec, communications déficientes, stagnation économique, urbanisation, etc.). Cette infériorité fondamentale de croissance économique, dans l'aire géographique en question, s'inscrit aussi dans un contexte mondial de révolution économique et industrielle, de prodigieuses migrations — 60,000,000 d'immigrants quittent l'Europe entre 1846 et 1914, dont 60% pour les Etats-Unis —, de nouvelles techniques de transport et de communication, de mobilité des hommes et des capitaux.

"Ainsi, l'émigration canadienne-française nous apparaît comme l'expression régionale d'un rajustement à l'échelle de l'économie nord-atlantique" (p. 279). Du point de vue canadien, elle reproduit sur le plan provincial un phénomène national: 1,000,000 de Canadiens ont quitté le pays, en 1888, et près de 750,000 immigrants n'y ont débarqué qu'en transit. La gravité exceptionnelle de cette coulée, pour les Canadiens français, tient non pas à son volume, normal en soi, mais à leur statut minoritaire au Canada. Enfin, l'attraction des états limitrophes s'exerce sur toutes les régions du Canada; et l'émigration emprunte généralement la voie la plus courte, s'oriente d'abord vers les régions les plus rapprochées pour des raisons d'économie.

Dans une première partie, l'auteur retrace les mouvements migratoires en Amérique du Nord. Le développement fantastique du Centre-Ouest draine les vieux états de l'Atlantique de plus de 25% de leurs habitants. D'autres *Yankees* descendent dans le Sud. Des vagues d'immigrants irlandais, allemands et anglais, puis ensuite de Canadiens français, viennent combler les vides, notamment dans les industries textiles de la Nouvelle-Angleterre. De là, une partie d'entre eux poussent plus loin, à l'Ouest. D'autres reviennent au pays natal. Dans une seconde partie, l'auteur relie les mouvements migratoires à la géographie et à l'histoire économique de l'Amérique du Nord: barrières géographiques entre les diverses colonies britanniques, parallèlement à de nombreuses avenues de circulation entre elles et les Etats-Unis; les axes Mississipi et Erié aux Etats-Unis, ce dernier évinçant peu à peu le premier avec les chemins de fer; les pressions de l'économie britannique et de l'américaine sur la région des Grands Lacs, la "Méditerranée nord-américaine", où convergent toutes les voies de communication; évolution des

voies de transport, des régimes commerciaux de transit et de réciprocité. Une troisième partie précise un aspect ébauché dans la seconde: l'expansion phénoménale du Centre-Ouest américain qui se ruralise et s'industrialise simultanément; le rôle ou la fonction "nodale" ou la "vertu agrégative et créatrice" des grandes villes du Middle-West, de véritables métropoles soumises à la Nouvelle-Orléans (axe Mississipi) ou à New-York (axe Erié) ou presque autonomes (Chicago), qui polarisent le développement complexe de leur hinterland (agricole, minier, commercial, industriel) chaque réalité s'imbriquant dans une autre pour activer la croissance générale.

Les résultats ? Québec, Montréal et les autres ports canadiens, sur la voie laurentienne, ne sont que des sous-métropoles. Ils n'ont pas réussi à concurrencer New-York. Bien que 342,000 immigrants entrent au Canada, entre 1871 et 1881, l'accroissement réel de la population ne dépasse guère 18%, comparativement à un taux de 38% aux Etats-Unis pour la même période. Chiffres qui deviennent respectivement 11.7% et 24.8% entre 1881 et 1891. Dans chaque décennie, de 1871 à 1901, l'augmentation de la population canadienne demeure inférieure à l'estimation de l'accroissement naturel.

Il s'agit là d'un article très dense. Survolant la situation de haut, l'auteur en dégage des lignes de force fécondes pour la recherche actuelle et future. Nous devons toutefois avouer une certaine perplexité et des divergences de vues. Perplexité sur l'article lui-même, sa construction: l'auteur ne scrute pratiquement que les Etats-Unis et surtout la croissance accélérée du Centre-Ouest (agriculture, mines, industries). Choses fort captivantes dans une histoire économique de cette région, mais qu'il eût suffi de résumer pour replacer l'émigration canadienne-française, surtout en Nouvelle-Angleterre, dans une structure cohérente et équilibrée. Il existe d'excellentes histoires économiques du Canada et de l'Ouest américain, en plus d'articles spécialisés. L'auteur nous dispense un cours, solide peut-être, mais dont l'accent porte à côté de la question principale.

Divergences de vues sur certains points. D'abord, sans nier l'influence capitale des facteurs "structurels", convient-il de leur conférer une prépondérance absolue, voire exclusive (p. 288) ? L'auteur lui-même signale le contre-coup sur l'émigration canadienne, de la hausse du niveau de vie dans le nord des Etats-Unis, durant la guerre civile, ainsi que les conséquences néfastes de la politique canadienne des terres. Gilles Paquet (voir plus bas) établit une relation étroite entre les pulsions

économiques d'outre-frontières et les flux et reflux de population au Canada. Plus exactement, est-il évident que l'attraction des Etats-Unis sur le Canada date des débuts et ne s'est pas démentie ? La guerre de 1812 a pourtant stoppé un mouvement inverse, soit l'invasion pacifique du Canada par des Américains, non loyalistes en grande majorité. Comment ne pas voir que la politique des terres du gouvernement canadien et la construction trop tardive d'un réseau ferroviaire transcontinental² ont enrayé les progrès de la colonisation dans l'Ouest canadien ? A ce sujet, l'auteur note un autre obstacle : la prétendue non adaptation de l'agriculture au climat du Manitoba, dans les années 1880, et la concurrence du Minnesota et du Nord Dakota. Charles M. Studness³ soutient au contraire qu'entre 1880 et 1890, une majorité de Canadiens ont préféré le Manitoba et les territoires du Nord-Ouest aux états américains de l'Ouest (55,800 contre 50,200) ; qu'en outre, le Manitoba produisait du blé de meilleure qualité et en plus grande abondance, supériorité de rendement et de prix que faisaient plus qu'annuler les difficultés de transport et le prix d'achat des terres au Canada. Bref, un "modèle" acceptable doit intégrer les pressions des structures et des conjonctures.

Nous aurions aimé voir l'auteur analyser les facteurs internes d'émigration dans notre province — une simple mention ici

² Au sujet des chemins de fer, il serait intéressant de connaître l'opinion d'Albert Faucher, vu ses thèses sur le Middle-West, à propos du volume de R. W. Fogel, *Railroads and American Economic Growth. Essays in Economic History* (Baltimore, 1964). Celui-ci, un iconoclaste, minimise considérablement l'apport des chemins de fer au développement des Etats-Unis et spécialement du Centre-Ouest, qui fournissaient les deux tiers des denrées alimentaires de l'Union. Selon lui, le réseau hydrographique aurait joué un rôle autrement capital — alors qu'au Canada, au contraire, la géographie imposait le chemin de fer. Fogel écarte même le lien cru évident et naturel jusqu'ici entre l'expansion des chemins de fer et l'industrialisation des Etats-Unis. De 1840 à 1860, ils n'auraient absorbé qu'à peine 17% de la production domestique de fer primaire, 5% du charbon et moins de 1% du bois. En 1890, leur gain social n'aurait atteint que 0.6% du Produit National Brut, estimé à \$12 milliards.

³ Charles M. Studness, "Economic Opportunity and the Westward Migration of Canadians during the Late Nineteenth Century", *Revue canadienne d'Economie et de Science politique [RCESP]*, 30 (1964) : 571 - 584. L'auteur avance que la plus grande partie des immigrants canadiens au Minnesota s'établirent dans les villes et les régions minières, non sur la terre. Au cours des années 1890, l'émigration canadienne vers l'Ouest américain se tarit (20,900). Au début du XXe siècle, la situation se renverse avec la montée d'Américains vers l'Ouest canadien. L'auteur compare le coût des exploitations agricoles au Manitoba et dans les états voisins, avec un avantage décisif en faveur de ces derniers par suite de la politique américaine des terres.

et là ne suffit pas : épuisement des terres, absence de voies de communication vers les régions de colonisation, d'ailleurs moins fertiles, cherté de la vie et de la main-d'œuvre, etc. Mais surtout, l'urbanisation. A cette époque, le Québec s'avère la province la plus urbanisée du Canada, avec un taux de population urbaine qui a sauté de 15 %, en 1861, à 22 % en 1871. Une telle transformation mérite, ce me semble, l'attention des chercheurs qui abordent les migrations. Car la formation d'un prolétariat mobile et à bon marché, alors que la province, victime de stagnation économique, ne connaît qu'une "industrialisation sporadique" (Faucher), ne peut signifier que chômage et émigration. Un peuple déjà déraciné des campagnes et sans avenir économique sur place, bifurque vers des lieux plus prometteurs.

L'auteur se permet aussi des raccourcis historiques discutables. Est-il vrai qu'à l'origine de l'occupation française, on recherchait deux buts : le commerce et l'agriculture ? Au XVII^e siècle, tout au moins, celle-ci n'était-elle pas de subsistance, subordonnée au commerce et nécessaire au peuplement ? La reconstitution géographique de l'ancien Canada, en 1774, découle-t-elle de "l'imminence de la révolution américaine" et d'elle seule ? L'auteur n'exagère-t-il pas le "trafic" sur les Grands Lacs entre les deux pays, avant la guerre de 1812, à moins qu'il ne fasse allusion au commerce de transit permis par le traité Jay ? Comment l'entrée des produits agricoles américains a-t-elle pu "favoriser" les agriculteurs canadiens ? C'est un tour de force que de synthétiser l'évolution économique de la Vallée du St-Laurent, entre 1760 et 1850, sans mentionner Creighton et son *Commercial Empire of the St. Lawrence*.

Enfin, bien que le sujet s'y prêtât, l'auteur n'a soufflé mot de la théorie "frontière" et de ses formulations plus subtiles depuis une dizaine d'années. Sans gober l'idéalisme parfois puéril de Turner, la marche vers l'Ouest constitue indéniablement l'un des mouvements qui caractérisent l'histoire américaine. Faucher décrit cette marche ; mais il se rive aux seuls aspects géographique et économique, sans la dimension "frontière" (attire des grands espaces, de la liberté et de la démocratie, etc.). Il eût fallu en tenir compte — quitte même à la nier — comme un facteur organique parmi d'autres. Encore que les théoriciens contemporains décernent à la croissance urbaine, non à la frontière, le rôle de soupape de sûreté qui aurait empêché de graves conflits sociaux au XIX^e siècle.⁴

⁴ Voir l'excellent article de Louis Dermigny, "Amérique et démocratie", *Annales*, 21 (1966) : 573-607. L'auteur met en doute la "gratuité" des terres

N'empêche que l'article d'Albert Faucher constitue un document de travail d'où l'on peut partir pour inventorier de nouvelles approches au phénomène de l'émigration des Canadiens français. Voilà son principal mérite, et ce n'est pas peu dire.

* * *

Avec l'article de Gilles Paquet,⁵ nous entrons dans le vif du sujet. S'inspirant du modèle Faucher — "flux"⁶ de population entre deux régions (le Québec et la Nouvelle-Angleterre) d'une aire économique nord-américaine et nord-atlantique —, il s'efforce de quantifier le flux des Canadiens français vers la Nouvelle-Angleterre entre 1880 et 1890, période qu'il considère la plus critique. Il s'agit de calculs "grossiers", d'estimations "rudimentaires", faute de renseignements suffisants. L'auteur emprunte trois voies différentes.

D'abord, il évalue le flux migratoire au point de destination. Malheureusement, le gouvernement américain ne différencie les Canadiens français, parmi les immigrants canadiens, qu'après 1890. Et encore: il ne tient compte que de deux générations (celle des immigrants eux-mêmes, la première, et celle des enfants nés aux Etats-Unis). L'auteur calcule la proportion des Canadiens français dans les flux postérieurs (de 1890 à 1930) pour l'"infrapoler" — la reporter — ensuite dans les chiffres globaux précédant 1890. Moyenne qui varie de 45%, dans le Maine, à 75% dans le New-Hampshire. Calculs discutables, mais qui débouchent sur les résultats suivants en Nouvelle-Angleterre. 1) "stocks" de Canadiens français: 84,792 (1870); 130,441 (1880); 205,761 (1890); 283,067 (1900); 278,156 (1910); 240,385 (1920); 264,261 (1930). 2) "Flux" des Canadiens français: 64,305 (1870-1880); 103,365 (1880-1890); 120,515 (1890-1900); 48,873 (1900-1910). Sous-estimations qui ne font pas cas des rapatriements ni de l'émigration de Canadiens français depuis la Nouvelle-Angleterre vers d'autres coins des Etats-Unis ou du monde.

américaines et l'efficacité du *homestead act*. Selon lui, les compagnies de terres et de chemins de fer spéculaient sur une grande échelle. Malheureusement, il ne fournit aucune statistique, à l'encontre de Studness. Mais s'il disait vrai, la théorie Faucher (primauté des facteurs structurels) s'en trouverait renforcée car le coût des terres au Canada jouerait beaucoup moins (théorie de Studness). Excellente bibliographie.

⁵ "L'Emigration des Canadiens français vers la Nouvelle-Angleterre, 1870-1910: prises de vue quantitatives", pp. 319-370.

⁶ L'auteur appelle "flux" l'intensité des courants migratoires par périodes; "stock", le nombre de Franco-Américains à tel ou tel point du temps.

Ensuite, Paquet suppose le flux migratoire à sa source, mais seulement pour la décennie 1880-1890 sur laquelle il se concentre. Il ignore délibérément certains facteurs jugés négligeables : immigration américaine au Canada, départ de Canadiens français pour d'autres lieux qu'aux Etats-Unis. D'autres composantes défont encore la quantification : v.g. l'urbanisation, les migrations interprovinciales. La méthode ici consiste à estimer "grossièrement" l'ensemble des départs du Québec (350,000), total duquel on soustrait d'autres chiffres approximatifs obtenus à partir de renseignements fragmentaires : émigrants vers d'autres provinces canadiennes (20,000) ou vers les Etats-Unis ailleurs qu'en Nouvelle-Angleterre (35,000). Soit environ 295,000 départs vers la Nouvelle-Angleterre. L'auteur comble partiellement la marge entre cette seconde estimation et la première par de savants rajustements de calculs.

Enfin, Paquet tente de déterminer le flux migratoire à partir d'enquêtes diverses sans caractère officiel (recensements privés ou semi-privés, travaux de valeur inégale, *Guides des Franco-Américains*). Après maintes contorsions habiles, il en arrive au résultat vraisemblable d'un flux annuel minimum de 10,000 Canadiens français vers la Nouvelle-Angleterre, entre 1880 et 1890, et de 13,000 personnes pour 1891 à 1897. Chiffres qui corroborent ceux de la première estimation. La saignée continuera au tournant du siècle et ne cessera — temporairement — que durant la décennie 1910-1920.

Au dire même de l'auteur, ces chiffres ne sont qu'un point de départ. Il faudra non seulement les vérifier en ratissant monographies régionales, archives de compagnies ferroviaires, de paroisses, etc., mais encore "considérer chaque région comme un sous-espace structuré" et relier les points de départ aux points d'arrivée de manière à dégager les axes de l'exode. Déjà, Paquet discerne une corrélation évidente entre, d'une part, les conjonctures économiques au Québec et en Nouvelle-Angleterre, et d'autre part, les mouvements migratoires — ce qui contredit ou précise Faucher. Enfin, et ici tous deux se rejoignent, il faudra "élargir le modèle... insérer le flux migratoire des Canadiens français vers la Nouvelle-Angleterre dans la dynamique du peuplement du territoire nord-américain, c'est-à-dire encadrer ce flux et par là même lui donner un sens à l'intérieur d'un système en adaptation dynamique où les phénomènes migratoires sont normaux."

Cet article illustre l'interdépendance croissante des sciences sociales et de l'histoire, dont les feux croisés éclairent beaucoup

mieux les "traits permanents de singularité" du passé, pour reprendre une expression de Roland Lamontagne. Certes, il est facile de critiquer: à partir des données historiques pour le moment insuffisantes, Paquet jongle avec les hypothèses, si vraisemblables soient-elles, et les conjugue pour parvenir à certains résultats possibles; la marge d'erreur, même restreinte dans la plupart des cas, peut aboutir à des déformations de taille par leur multiplication et leurs interférences. Mais sans ces hypothèses et ces approches nouvelles, l'histoire traditionnelle se retrouve impuissante, incapable d'émettre d'autre jugement que celui, fort insuffisant, d'une émigration "considérable". L'autre méthode permet de quantifier provisoirement ce qualificatif avec des chiffres probables tendant à une sous-estimation. On pourra toujours les corriger lorsqu'on en saura davantage grâce à la bonne vieille recherche et à d'autres hypothèses créatrices.

L'article est brillant. Mais il ne va pas sans susciter certaines réserves. D'abord, Paquet ignore trop, lui aussi, l'urbanisation et la stagnation économique du Québec. Il pourrait se demander, par exemple, combien de gens des campagnes ont d'abord émigré dans les villes, puis, à cause du chômage ou pour de meilleurs salaires, en Nouvelle-Angleterre? Concédonsons que l'hémorragie vers les Etats-Unis culmine à la décennie 1880-1890 en ce qui a trait au taux de dépeuplement, car l'émigration de 1890-1900 la surpasse en chiffres absolus. Mais peut-on admettre que l'émigration d'avant 1870 soit "politique et temporaire"? Le critère proportionnel s'impose ici aussi, pas seulement celui du nombre. L'on sait en effet que malgré un très haut taux de natalité, l'accroissement de la population du Québec végète comparativement à celui de l'Ontario, entre 1861 et 1871: 7,2% comparativement à 16%. Son agriculture en décadence (4,800,000 d'acres de terre en culture en 1861, 5,700,000 en 1871) ne suffit pas à nourrir sa population. De nombreuses paroisses se dépeuplent après 1850.⁷ Wade maintient que 150,000 Canadiens français sont rendus aux Etats-Unis en 1850, 50,000 autres en 1860.⁸ Un autre auteur les suppose à 150,000 en 1850, 400,000 en 1880, donc avant la grande marée.⁹ Faucher lui-même qua-

⁷ R. Rumilly, *Histoire de la Province de Québec*, 1 (Montréal, s.d.): 79 et *passim*. L'auteur gonfle sans doute les chiffres lorsqu'il mentionne 40,000 recrues canadiennes-françaises dans les armées du Nord.

⁸ M. Wade, *Les Canadiens français de 1760 à nos jours*, (2 v., Montréal, 1963), 1: 426.

⁹ David B. Walker, "The Presidential Politics of the Franco-Americans", *RCESP*, 28 (1962): 353. L'auteur impute l'exode vers les Etats-Unis à la surpopulation, à la diminution des bonnes terres accessibles et à l'absence de moyens de communication faciles vers le Nord-Ouest canadien.

lifie l'émigration de "notable" à la fin des années 1830 (p. 280). D'autres indices vont dans le même sens, par exemple la propagande en faveur de la colonisation au Québec et dans le Nord-Ouest. Ainsi ce père oblat qui dès 1847, invitait les jeunes Canadiens français dans l'Ouest et remarquait que "le pays perd la fleur de sa jeunesse, qui s'épuise dans les chantiers ou va chercher fortune aux Etats-Unis".¹⁰ Journaux, sermons et débats à l'Assemblée législative — celle-ci convient de mettre en œuvre une politique de colonisation dès 1868¹¹ — en font mention bien avant 1880 ou même 1870. Eventuellement, il faudra estimer quantitativement l'ensemble de l'émigration canadienne-française au XIX^e siècle.

D'autres affirmations apparaissent simplistes, v.g. Laurier a-t-il redonné la prospérité au Canada (p. 323) ? A un moment, l'auteur parle d'un taux suffisamment stable dans la répartition ethnique après 1890 (p. 326), alors qu'ailleurs (p. 353) il en constate les grandes variations, d'où le caractère aléatoire de ses calculs, le taux d'après 1890 étant "infrapolé" à l'époque antérieure alors que les circonstances régionales et interrégionales ont pu occasionner des variations considérables dans le nombre d'immigrants, leur composition ethnique, etc. Une autre opération nous a semblé hasardeuse : celle d'étendre à 186 villes de la Nouvelle-Angleterre des proportions tirées de seulement 29 d'entre elles.

Ces remarques n'ont pas pour but de déprécier un essai remarquable, mais simplement d'en indiquer les limites et les incertitudes — ce dont l'auteur est généralement conscient.

* * *

Enfin, un troisième article¹² tente de définir la stratification sociale des Franco-Américains. L'auteur se bute lui aussi à la politique des recensements américains de ne chiffrer que deux générations chez les immigrants. Dans ces limites, on comptait 810,105 Canadiens français aux Etats-Unis en 1900, dont 508,362 en Nouvelle-Angleterre, 757,904 et 551,116 en 1950. Pour bien montrer la singularité du groupe canadien-français et sa résistance à l'assimilation, l'auteur compare son sort à celui

¹⁰ Cité dans Rumilly, *op. cit.*, 81.

¹¹ *Ibid.*, 128-129, 153 et ss. Rumilly mentionne l'émigration de 27,000 Canadiens français aux Etats-Unis pour 1870 seulement (*ibid.*, 199-200).

¹² Léon-F. Bouvier, "Note de recherche. La stratification sociale du groupe ethnique canadien-français aux Etats-Unis", pp. 371-379.

d'autres minorités importantes de la Nouvelle-Angleterre (Irlandais, Italiens, Polonais). Il utilise les chiffres de 1950.

Il considère d'abord le degré d'instruction, à la première, puis à la seconde génération. Chez les Canadiens français, ce niveau, honorable à la première génération,¹³ dégringole au dernier rang à la seconde génération: ¹⁴ les autres groupes ambitionnent de s'américaniser le plus rapidement possible; les Canadiens français refusent de se fusionner. Même phénomène au chapitre des revenus. Dans la Nouvelle-Angleterre, les revenus des Franco-Américains passent de \$1,867., à la première génération, à \$1,948. (+ \$81.) à la seconde; ceux des Irlandais, de \$1,560. à \$2,219. (+ \$659.); ceux des Italiens, de \$2,141. à \$2,081. (+ \$60.); ceux des Polonais, de \$2,016. à \$2,207. (+ \$191.). Enfin, en accolant un coefficient de valeur aux diverses occupations dans la société, l'auteur peut découper l'importance relative de chaque groupe ethnique. Là encore, les Franco-Américains perdent du terrain entre la première et la seconde génération.¹⁵

Ces chiffres laissent songeurs. L'auteur conclut à un comportement des Franco-Américains très différent de celui des autres minorités ethniques. Pour retarder le plus longtemps possible l'assimilation, les parents auraient préféré restreindre la scolarisation de leurs enfants et les auraient ainsi réduits à un rôle subalterne dans la société. Déchéance graduelle qui pourrait remettre en question la validité de la lutte pour la survivance, entendue comme un effort de prolongement collectif dans le "melting-pot" américain. On soupçonne que les jeunes Franco-Américains tendent à s'intégrer davantage de nos jours, afin d'améliorer leur sort.¹⁶ Les mêmes questions pourraient se poser

¹³ 8.2 années comparativement à une moyenne nationale de 10.1 pour la population blanche, à une moyenne nationale de 8.2 pour les immigrants de la première génération (8.4 pour les Irlandais, 5.3 pour les Italiens et 6.0 pour les Polonais). Pour la Nouvelle-Angleterre, les chiffres sont les suivants: Franco-Américains, 7.6; Irlandais, 8.3; Italiens, 5.2; Polonais, 4.8.

¹⁴ Voici les chiffres pour la Nouvelle-Angleterre: Franco-Américains, 8.8 (+ 1.2); Irlandais, 11.4 (+ 3.1); Italiens, 10.5 (+ 5.3); Polonais, 10.5 (+ 5.7).

¹⁵ Franco-Américains, 452 et 464 (+ 12); Irlandais, 408 et 539 (+ 131); Italiens, 414 et 486 (+ 72); Polonais, 464 et 485 (+ 21); moyenne générale du pays pour la population blanche: 540. Entre la 1ère et la 2ième génération, la proportion des professionnels passe de 4 à 5% chez les Franco-Américains, de 3.5 à 12% chez les Irlandais, de 2.5 à 5.7% chez les Italiens et de 2.4 à 5.8% chez les Polonais.

¹⁶ A titre d'indice, sur le plan politique, D. B. Walker prévoit la disparition du "vote français" d'ici peu ("The Presidential Politics of the Franco-Americans", 363).

pour un grand nombre de nos minorités dans diverses provinces du Canada. Et inévitablement surgit la question cruelle qu'il faudra peser froidement, tôt ou tard : ne vaudrait-il pas mieux encourager certaines de nos minorités à s'assimiler, pour leur propre bien-être, quitte à cultiver un bi-culturalisme individuel. Voilà en tout cas un point à débattre.

A propos, l'auteur semble attribuer au clergé un rôle considérable dans la lutte pour la survivance. Les prêtres auraient ainsi obéi à leurs craintes de voir leurs ouailles se protestantiser, après avoir perdu leur langue. Pourquoi alors combattirent-ils l'éducation des jeunes Franco-Américains dans les écoles secondaires catholiques irlandaises ? Bouvier avoue lui-même que "l'adversaire était l'Irlandais (catholique) plutôt que l'Anglais (protestant)." Le facteur ethnique n'aurait-il pas pesé davantage dans la balance que la peur du protestantisme ?

JEAN-PIERRE WALLOT,
Musée national, Ottawa.